

Cependant, vu les énormes arsenaux nucléaires qui demeureront et dont la modernisation se poursuivra, c'est là un bien mince argument à invoquer, surtout quand des menaces contre la sécurité régionale et des courses aux armements locaux se dessinent, immenses, à l'horizon de bon nombre de pays quasi nucléaires.

Les chances de préserver (et, idéalement, renforcer) le régime de non-prolifération sont liées à la question des essais nucléaires. Beaucoup soutiennent que l'instauration d'une interdiction absolue barrerait en même temps la route aux nouveaux intervenants potentiels dans la course et attesterait que les puissances nucléaires sont résolues à endiguer de façon décisive la «prolifération verticale» dans les pays possédant déjà des armes nucléaires. Au cours des deux dernières années, tout le débat sur les essais a été associé à une campagne dirigée par quelques gouvernements et des organismes non gouvernementaux cherchant à obliger les signataires à modifier le Traité sur la limitation partielle des essais nucléaires et, en fait, à s'en servir pour instaurer une interdiction totale et absolue. La légitimité et l'utilité d'une telle tactique a suscité de vives controverses, tout comme l'à-propos d'en faire un test décisif pour l'avenir de la non-prolifération. Le gouvernement canadien, par exemple, s'est opposé à l'idée de tenir une conférence sur la modification du traité en question, et il a fait valoir à cet égard qu'une approche «directe» s'imposait. Cependant, tout comme certains autres, il a déclaré qu'il participera à la conférence, maintenant que l'on a annoncé qu'elle aurait lieu.

En fait, au cours des dernières années, délaissant une position qu'il défend depuis longtemps, le Canada a cessé de réclamer une interdiction totale des essais, pour préconiser plutôt une démarche «graduelle»; de toute évidence, il prenait ainsi en compte la résistance opiniâtre du gouvernement américain à une telle interdiction. Avec la France, les États-Unis ont jusqu'ici voté contre la résolution parrainée par le Canada au sujet d'un cheminement progressif vers une interdiction complète des essais; ils ont ainsi miné la tentative canadienne d'amener Washington à épouser cette cause à des conditions qui respecteraient ses craintes légitimes. Le Canada continue par ailleurs d'assumer un rôle clef dans les préparatifs menés à l'échelle internationale relativement à la vérification du respect des interdictions des essais, le centre de séismologie de Yellowknife (T.N.-O.) étant un élément prépondérant de ses efforts.

Dans tous ces débats multilatéraux et ces conflits de procédure au sujet de conférences sur la question des essais et de ses rapports avec la non-prolifération, il est à craindre que l'on perde de vue les enjeux